

OBSERVATIONS SUR LE PROJET DE SRCE-TVB NORD PAS DE CALAIS

1. Observations générales sur le projet de SRCE-TVB actualisé et questionnements

De manière générale, le GPMD partage l'objectif principal énoncé par le SRCE-TVB, la préservation de la biodiversité dite « naturelle », ainsi que la mise en place de deux outils de préservation : les réservoirs de biodiversité, d'une part, et les corridors écologiques, d'autre part.

Le **Schéma Directeur du Patrimoine Naturel (SDPN)** élaboré par le GPMD vise à accompagner le développement portuaire dans l'optique d'une optimisation de la prise en compte de la biodiversité dans le cadre d'une vision à moyen et long termes.

Le SDPN repose finalement sur six objectifs qui répondent pleinement à ceux du SRCE-TVB:

- 1) Conserver le patrimoine naturel dans les noyaux de biodiversité,
- 2) Restaurer les milieux naturels,
- 3) Renforcer les fonctionnalités et les connexions écologiques,
- 4) Mettre en place les principes d'évitement et d'atténuation des impacts des projets de développement portuaire,
- 5) Développer et partager la connaissance,
- 6) Intégrer le SDPN dans un contexte plus large.

Ce document a été accueilli favorablement par le Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel (CSRPN) les 31 mars et 12 mai 2010 puis par le Conseil National de Protection de la Nature (CNPN), respectivement le 19 janvier 2011 en commission Flore et le 7 mars 2011 en commission Faune.

Il a été au préalable partagé avec l'ensemble des acteurs du territoire (Communauté urbaine de Dunkerque, Conseil Général du Nord, Agence d'Urbanisme Flandre-Dunkerque, les services de l'État, le Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel, le Conservatoire Botanique National de Bailleul, le Conservatoire de l'Espace Littoral et des Rivages Lacustres, l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage, la Fédération Départementale des Chasseurs du Nord, le Groupe Ornithologique et Naturaliste du Nord Pas-de-Calais, l'Observatoire pour la Conservation et l'Étude des Animaux et Milieu Marin, ...) ouvrant ainsi un plan de gouvernance élargie.

L'exemplarité de la démarche engagée par le GPMD a d'ailleurs été soulignée par le MEDDE qui a depuis souhaité l'étendre aux autres Grands Ports Maritimes.

L'Autorité Environnementale du CGEDD a par ailleurs apprécié la démarche de réflexion globale sur le patrimoine naturel du GPMD, intégrant les différents projets en cours ou prévus, et les efforts ainsi accomplis pour optimiser la localisation des projets au regard de l'environnement et pour gérer écologiquement les territoires naturels qui ont vocation à le rester (Avis n°Ae: 2012-38 / n° d'enregistrement 008437-01 établi lors de la séance du 25/07/2012). Le Grand Port Maritime de Dunkerque poursuit la démarche et travaille actuellement sur l'établissement d'un Plan de Gestion des Espaces dédiés à la biodiversité et l'élaboration d'un outil d'aide à la décision afin de rendre opérationnel l'Ecobilan quinquennal sollicité par le CNPN pour la fin de l'année 2015.

Le GPMD rappelle enfin l'existence d'une **Stratégie Locale de la Biodiversité de la Communauté urbaine de Dunkerque**, conformément aux orientations prises dans le SCoT de la région Flandre Dunkerque et composante à part entière du Plan climat territorial du territoire dunkerquois.

Le SDPN du port de Dunkerque non seulement s'articule avec la trame verte et bleu du territoire dunkerquois, mais en fait partie intégrante, à l'image des récents aménagements éco-paysagers du barreau de Saint-Georges qui, plus qu'un corridor écologique, sont aussi un lieu accueillant le public (panneaux de sensibilisation, piste cyclable).

Il apparaît toutefois que les orientations du Schéma Directeur du Patrimoine Naturel du port de Dunkerque, mais aussi de la Stratégie locale de la biodiversité de la communauté urbaine de Dunkerque ne semblent pas être pris en compte dans le SRCE-TVB, alors qu'il s'agit de documents connus au moment de son élaboration. Les deux stratégies déployées sont pourtant la garantie de la cohérence et d'une meilleure efficacité de l'action publique bâties autour du dialogue.

Le GPMD regrette aussi que pour bâtir la cartographie des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques, le SRCE-TVB n'ait pas intégré les **éléments de connaissances fines** du territoire (études, suivis, inventaires) dont il avait pourtant connaissance et qui sont pleinement pris en compte dans le SDPN. De même, il souligne le focus qui a été fait sur la biodiversité « remarquable » et la faible prise en compte de la biodiversité dite « ordinaire ».

Le GPMD note également la non prise en compte des sites **Natura 2000 Bords des Flandres** FR311-2006 au titre de la directive Habitat Faune Flore et FR310-2002 au titre de la directive Oiseaux, dans la stratégie de mise en cohérence des aires marines protégées. Il rappelle qu'il est l'opérateur principal de la réalisation des DOCOB.

Sur un autre plan, le GPMD apprécie la compilation des **outils et dispositifs financiers** mis en place au niveau régional, national ou européen pour répondre aux objectifs du SRCE. Il s'interroge toutefois sur les moyens financiers qui seront finalement alloués pour décliner le SRCE-TVB au niveau local, notamment pour la conduite des suivis et la réalisation ou restauration des continuités écologiques terrestre et aquatique. De la même façon, il s'inquiète sur les modalités d'acquisitions (protocoles, fréquence), de compilations des données faune/flore/habitats collectées et l'évaluation de l'intérêt « écologique » des secteurs mis en défends ou valorisés.

Les répercussions des zonages du SRCE-TVB sur les **documents d'urbanisme** sont également un élément d'inquiétude. En effet, l'article L371-3 du code de l'environnement rappelle que le SRCE-TVB doit être pris en compte « dans les décisions relatives à des documents de planification, projets ou infrastructures linéaires susceptibles d'affecter les continuités écologiques ». Au final, l'ensemble des documents de planification (dont le SCoT) et ceux qui en découlent, notamment les PLU et PLUC seront impactés par le SRCE. Le PLUC s'impose sur la zone portuaire. Par conséquent, l'ensemble des projets d'implantation doivent respecter les documents de planification et donc d'urbanisme en vigueur. D'ailleurs, l'actuel PLUC validé en Conseil communautaire de la CUD le 9 février 2012, prend en compte le SDPN du port de Dunkerque.

Il est rappelé en substance que la zone industrialo-portuaire du Port Ouest de Dunkerque est classée en Opération d'intérêt national (OIN) depuis 1983. L'État conserve dans ces zones la maîtrise de la politique d'urbanisme ; c'est lui, et non la commune, qui délivre les autorisations d'occupation des sols et en particulier les permis de construire. De même, c'est le Préfet et non la commune qui décide de la création de zones d'aménagement concerté (ZAC) à l'intérieur d'une OIN.

Enfin, il souhaite avoir des précisions sur l'**échéance** prévue par le SRCE-TVB relatifs à la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques.

2. Observations sur la définition des réservoirs de biodiversité et corridors écologiques

La méthode de détermination des réservoirs de biodiversité s'est basée principalement sur la présence d'espèces déterminantes des ZNIEFF. Il attire l'attention sur le fait que la ZNIEFF n°074 « Dunes du Clipon » (mise à jour en 2009) est déjà concernée par de **nombreux aménagements** portuaires et industriels notamment la digue du Braek, le projet en cours de réalisation du Terminal méthanier, dont les infrastructures sont aujourd'hui réalisées et les superstructures de l'installation en cours, et celui de Dunkerque Logistique International, dont l'extension vers le sud a fait l'objet d'un dossier d'études d'impact soumis à l'avis de l'Autorité environnementale - CGEDD. Cette ZNIEFF le sera aussi ultérieurement par d'autres projets à venir du GPMD, mais d'ores et déjà planifiés et intégrés à la démarche du SDPN. Les espèces « déterminantes » de la ZNIEFF ont donc déjà été pleinement intégrées lors de la définition des noyaux de biodiversité du SDPN.

D'autre part, le GPMD s'interroge sur la pertinence de la qualification d'« autres milieux » des réservoirs de biodiversité issus de la ZNIEFF « Dunes du Clipon » et du secteur dit des « Salines ». En effet, le premier est constitué de prairies sableuses rudérales, issues probablement du dépôt de sédiments de dragage par le passé, le second correspond à une zone de fourrés mésohygrophiles et roselières. La zone des « Salines » est d'ailleurs préservée dans les documents d'urbanisme et appelle à être sanctuariser grâce au partenariat avec le Conservatoire du Littoral.

Enfin, à l'image du caractère « artificiel » des dunes du Clipon bâties à partir de remblais sableux posés sur une digue, il faut noter le caractère récent et nécessairement évolutif du milieu et de la flore portuaire, fait souligné par l'Autorité environnementale (Avis n°Ae: 2012-38 / n° d'enregistrement 008437-01 établi lors de la séance du 25/07/2012). Par ses remaniements et la nécessité pour le port de limiter le développement de ces dunes vers les bassins, la biodiversité de ces dunes n'atteindra jamais la richesse d'un écosystème naturel faiblement anthropisé.

Concernant les corridors écologiques, le GPMD attire l'attention sur le fait que, outre ce **corridor écologique dunaire** qui passe par la digue du Braek aujourd'hui partiellement dunifiée, un second corridor passe à l'intérieur de la zone industrialo-portuaire notamment sur le site d'Arcelor Mittal. Il comprend que leur objectif est de mettre en évidence les connexions écologiques pouvant exister entre les fragments de milieux dunaires subsistants. Le GPMD souhaite informer qu'à travers une thèse CIFRE qui vient de s'achever, il travaille à assurer une continuité écologique des milieux dunaires de l'est dunkerquois et du site du Clipon. En effet, le GPMD a décidé d'affecter les sables issus du dragage d'entretien des chenaux et bassins portuaires à la lutte contre l'érosion côtière et donc au maintien du trait de côte. Quant au second corridor parallèle, il s'appuie vraisemblablement sur des résidus sableux issus de dépôts de dragages, par définition évolutifs et non pérennes.

Le **corridor écologique de zones humides** relie sur le territoire portuaire les mares de chasse, et plans d'eau aux statuts artificiels et précaires.

Le **corridor écologique minier** qui est apparenté à une chaîne de terrils, s'appuie quant à lui sur le réseau ferré portuaire qui n'est pas significatif, sur le port, du développement d'une biodiversité spécifique. De ce fait, l'état des lieux initial au SRCE-TVB peut être remis en cause.

Enfin, le **corridor écologique fluvial** s'intéresse à l'ensemble des bassins et canaux portuaires. Les écluses sont d'ailleurs recensées comme étant des « zones de conflits ». Le GPMD souligne que les canaux sont des ouvrages portuaires qui obéissent à des règles strictes de sécurité et de non mixité des eaux douces avec les eaux salées. Il paraît alors délicat de généraliser les continuités en ce sens.

En conclusion, la définition des zones de réservoirs et de corridors se trouve fragilisée par un état des lieux caduc, qui ne tient pas compte des perspectives de développement du port de Dunkerque, qui pourtant intègre la mise en valeur de la biodiversité à travers son SDPN.

3. Observations sur le plan d'action par milieux prioritaires

La partie relative aux actions à engager au titre du SRCE-TVB selon la double approche milieux et écopayages a fait l'objet d'une lecture attentive.

Tout d'abord, le GPMD rappelle qu'à travers son schéma d'extension du Port Ouest de 2006, il s'est fixé comme orientation de ne plus se développer vers la mer et de pérenniser le cordon dunaire en tant qu'« ouvrage » de protection souple de la zone industrialo-portuaire et de l'agglomération dunkerquoise. Il rejoint en ce sens l'objectif de *«Soustraction impérative des milieux dunaires à toutes les vellétés d'aménagement (infrastructures, urbanisation) »*.

Le GPMD souhaite énoncer ensuite deux des orientations de son Plan d'aménagement et de développement durable (PA2D) dans lequel il est engagé depuis 2010 : « Mettre en œuvre une économie portuaire verte et socialement responsable » et « Richesse naturelle et paysagère, développement portuaire : décliner la durabilité ». Celles-ci répondent parfaitement à la volonté de *« Chercher à favoriser la mutation des activités perturbatrices vers des activités plus écocompatibles »* et *« Intégrer de manière optimale les aménagements, l'urbanisation et les équipements existants, notamment ceux induisant d'importantes coupures au sein des espaces naturels littoraux »*.

Le GPMD est conscient du *« Maintien du caractère oligotrophe des pannes et des pelouses dunaires »* ainsi que de la *« Recréation/restauration des milieux ouverts »*, c'est pourquoi il a récemment créé des mares dans les dunes du Clipon, propices à l'installation des batraciens.

Le GPMD note toutefois une potentielle contradiction entre les objectifs de *« Limitation des opérations qui visent à fixer les dunes (boisements, plantation d'oyats notamment) »* et les récents aménagements du « banc des sternes » qu'il a dû effectuer avec l'avis favorable de la DREAL, du Conseil Scientifique régional du Patrimoine Naturel (Avis du 07/02/2013) et du GON, pour recréer un milieu favorable à l'installation des colonies d'oiseaux remarquables au titre du site Natura 2000 Bancs des Flandres.

Il souligne aussi le caractère contradictoire de cet objectif avec celui de *« Maintenir la continuité des cordons dunaires existants »* de l'écopaysage « Littoral ». En effet, à travers des interventions avec des structures légères (fascines, ganivelles, filets synthétiques), le GPMD œuvre au comblement des brèches éventuelles du cordon dunaire. Il favorise, à l'aide également d'opérations de rechargement en sable, son maintien voire son élargissement, comme l'a montré la récente thèse CIFRE qu'il a soutenue. D'autant plus que le GPMD envisage à moyen terme, une « renaturation » de la digue du Braek, opération qui serait forcément accompagnée de plantations d'oyats pour fixer les sables rechargés.

A la lecture des objectifs d'*« Accompagnement, là où cela est possible, de nouvelles dynamiques naturelles liées aux changements climatiques (acceptation des perturbations) »*, ainsi que de *« Préserver les courants marins et la sédimentation sablo-vaseuse associée en limitant voire proscrire tout nouvel aménagement d'épis ou de digues sans étude d'impact approfondie et privilégier les stratégies de "recul accompagné" du trait de côte face à l'érosion marine. »*, le GPMD s'interroge sur les conséquences en termes d'aménagements futurs du territoire portuaire et mise en défens de l'agglomération dunkerquoise. En effet, au vu de la configuration de polder du territoire, la pérennité des ouvrages portuaires ne peut être remise en cause, à l'image des récents travaux de confortement de la digue des alliés (Avis délibéré n°Ae 2013-26 / n° CGEDD 008939-01 adopté lors de la séance du 29/05/2013). Il rappelle aussi qu'il est le gestionnaire de l'Unité de Gestion hydro-sédimentaire n°4 (PLAGE, 2001) et que pour cela il met en œuvre des rechargements d'estran pour maintenir le trait de côte (terminal gazier norvégien), conformément aux objectifs de *« Gestion intégrée des compartiments hydro-sédimentaires »* et de *« Conserver ou restaurer prioritairement les plages naturelles et les avant-dunes végétalisées afin de limiter l'évolution négative du trait de côte »*.

Concernant l' « *Accompagnement en amont des industriels afin que l'exploitation et l'aspect final des sites exploités soient favorables à l'expression optimale de la biodiversité et du patrimoine naturel (...)* », le GPMD, à travers son Plan d'aménagement et de développement durable (PA2D) propose de développer son rôle d'animateur pour la préservation de la biodiversité auprès des entreprises de son territoire en lien avec les acteurs locaux. Une des mesures opérationnelles proposées consiste en la rédaction d'un cahier des charges de la zones industrialo-portuaire qui permettra de mettre en pratique cet accompagnement des industriels.

Le GPMD attire toutefois l'attention sur le caractère évolutif des aménagements et zones de dépôts du territoire portuaire et qu'à ce titre le « *Maintien et gestion des milieux ouverts, des dépôts de roches dures ou de sables* » peut être délicat.

Enfin concernant l'écopaysage « *Plaine maritime* », le GPMD rappelle à nouveau que le SDPN prend en compte la réalisation de zones humides en liaison avec d'autres existantes à l'échelle du territoire dunkerquois. Il répond à l'objectif de « *Préserver et restaurer les réservoirs de biodiversité de milieux humides et aquatiques* », toutefois, il n'est aujourd'hui pas envisageable, et illusoire, de restaurer l'ancien marais du Clipon, asséché lors de la construction du canal des dunes il y a une quarantaine d'années, conformément à l'objectif de « *Restaurer le fonctionnement hydrologique ou hydrogéologique naturel (...)* ». Le GPMD ajoute que les démarches de Schéma Directeur des Dragages et Schéma Directeur d'Assainissement visent au bon état écologique des masses d'eau, conformément aux Directives européennes Eau (DCE) et Stratégie pour le Milieu Marin (DCSMM) et donc répondent à l'objectif d' « *Améliorer la qualité des eaux du réseau de canaux et de fossés* ».

Il ajoute que dans le cadre de son partenariat avec la Communauté Urbaine de Dunkerque autour de la Stratégie Locale de la Biodiversité, le GPMD, à travers son SDPN, veut créer un maillage de coeurs de nature mettant en valeur des espèces patrimoniales. L'objectif de « *Préserver de l'artificialisation les espaces non bâtis qui s'étendent au niveau des corridors écologiques existants ou à restaurer pour relier les réservoirs de biodiversité (...)* » ainsi que celui de « *Développer un nouveau cadre de vie autour et dans les deux agglomérations industrialo-portuaires* » est donc respecté, notamment grâce au programme triennal de plantations qu'il a avec la Communauté Urbaine de Dunkerque. Il conclut que le PA2D du GPMD à travers son orientation « *Richesse naturelle et paysagère, développement portuaire : déclinier la durabilité* », œuvre ainsi au développement d'espaces éco-paysager, à l'image des récents aménagements du Barreau de Saint-Georges, en lien avec le SDPN.

*

*

*

